

DIPLOMATIE

LA VISITE DE M. OHIRA EN AUSTRALIE ET EN NOUVELLE-ZÉLANDE

Tokyo souhaite donner une dimension politique à la coopération des États d'Asie et du Pacifique

De notre correspondant

Tokyo. — Le premier ministre, M. Ohira, effectue depuis le 15 janvier un voyage dans le Pacifique, qui le mène en Australie et en Nouvelle-Zélande avec une escale au retour en Papouasie-Nouvelle-Guinée. La signification de cette visite n'est pas évidente. Elle n'est pas une simple visite d'étiquette, mais elle a des répercussions sur le plan des relations bilatérales du Japon avec ces pays, et dans une certaine mesure, sur la coopération des États d'Asie et du Pacifique. Elle a aussi, à long terme, une importance pour la création d'une zone Asie-Pacifique qui pourrait jouer, avant la fin de ce siècle, un rôle analogue, sur le plan économique, à celui du Bassin méditerranéen dans l'histoire de l'Occident.

La crise de l'énergie et l'ombre de l'intervention soviétique en Afghanistan — qui souligne le renforcement, plus à l'est, de la présence militaire russe dans le Pacifique — forment la toile de fond aux entretiens que M. Ohira aura avec ses homologues australien et néo-zélandais, et dont les grands thèmes seront économiques et stratégiques.

Le « siècle du Pacifique »

Selon M. Tokuyama, directeur de l'Institut de recherches Nomura, un des croquis du projet auquel il vient de consacrer un livre, le *Siècle du Pacifique*, et qui serait, selon certains, l'inspirateur de la politique de M. Ohira : « Il ne s'agit pas de penser la communauté Asie-Pacifique dans la perspective d'un développement régional, mais, au contraire, de la considérer comme une aire capable d'influencer l'ensemble de l'économie mondiale en jouant, en quelque sorte, un rôle de locomotive ».

Comparée aux autres parties du monde, la communauté Asie-Pacifique a maintenu un rythme de croissance supérieur : à elle seule, la Chine, la Californie, le Canada, le Japon, le Mexique, la Corée du Sud et l'Australie représentent plus de la moitié du P.N.B. et de la richesse mondiale. Le phénomène se manifeste notamment dans la croissance du commerce : représentant 40 % du commerce mondial en 1974, le bassin Asie-Pacifique a augmenté à lui seul, plus de la moitié en 1978 (estimations de Perspectives 1985, ouvrage collectif publié en 1979 à Tokyo). Aujourd'hui, selon la même source, le commerce dans la région augmente de 20 %. A cela, s'ajoute enfin que le bassin Asie-Pacifique est l'une des régions où le réseau des communications tend à devenir l'un des plus denses tant sur le plan des transports aériens et maritimes que dans le domaine des télécommunications ; autant d'évolutions qui abolissent les distances séparant les rivieras du Pacifique.

Ce sont ces possibilités — dont la France, apparemment toujours à la recherche d'une politique asiatique, semble bien être en pos-

sition de tirer partie — et les modalités pour organiser une région dont les complémentarités paraissent évidentes, que discutera M. Ohira à Canberra et à Wellington. « Au départ, souligne M. Tokuyama, il s'agit surtout d'échanger des points de vue, d'ordre des structures de réflexion permettant de donner naissance à des initiatives ». En fait, le grand problème des Japonais, sensibles sans doute, plus que tout autre, aux potentialités de la zone Asie-Pacifique, est de ne pas apparaître comme les promoteurs de l'opération, pour éviter de tomber sous le coup des critiques les concernant de vouloir faire revivre en Asie-Pacifique le rôle de la grande Asie de la fin des années 60. C'est pourquoi ils cherchent plutôt à susciter des initiatives chez leurs partenaires. La coopération avec l'Asie du Sud-Est, en fait, dans la mouvance japonaise, n'est qu'un prétexte pour susciter d'autres coopérations. Les Australiens et les Néo-Zélandais sont d'autant plus réceptifs, qu'ils souhaitent un accroissement des investissements et de la présence japonaise dans leur pays.

Les Américains ne sont pas en reste et paraissent de plus en plus désireux de faire fructifier un projet de communauté Asie-Pacifique qui permettrait d'apaiser, dit leur présence dans la zone.

La prudence affichée des japonais ne doit pas cacher que si cette communauté du Pacifique se réalise, elle conduira, inévitablement, à renforcer les mécanismes de dépendances des pays « pauvres » par rapport à ceux qui détendent non seulement le capital mais aussi la technologie, en l'occurrence les États-Unis et, peut-être, surtout le Japon. A cette communauté du Pacifique, les Japonais pensent qu'il est important de ne pas ajouter un jour la Chine « dont le poids, tant dans quelques années, sur le plan économique que stratégique, ne peut être ignoré », souligne M. Tokuyama.

La réalisation d'une zone Asie-Pacifique ne peut en fait manquer d'avoir un écho important en Asie, et, cependant, est pour l'instant, selon M. Ohira, un projet à long terme. Il paraît clair que pour contourner une influence soviétique démen-

tant vers le sud (Indochine et Afghanistan notamment) on doit envisager une coordination des politiques de défense. On ne peut pas envisager d'établir un rapprochement économique de la zone Asie-Pacifique en matière de développement économique et de participation en principe, pour la première fois, des forces d'auto-défense japonaises aux manœuvres conjuguées des États-Unis, du Canada, de l'Aus-

tralie et de la Nouvelle-Zélande) dans le Pacifique (RIMPAC). A la mi-janvier, M. Brown, secrétaire américain à la défense, au cours d'une escale entre Pékin et Washington, a clairement demandé aux Japonais d'accroître leurs dépenses militaires. Quelques jours auparavant, M. Lester Wolf, président du sous-comité pour l'Asie et le Pacifique de la Chambre des représentants, a signalé à Tokyo la nécessité pour le Japon de participer à « un effort commun de défense du Pacifique ».

Les Japonais sont certes d'une extrême prudence pour tout ce qui concerne les questions de défense. Le général Kurusu n'en a pas moins, en 1976, déclaré que les forces d'auto-défense japonaises estimaient que les Américains ne pouvaient être partout, le Japon, pour sa propre sécurité — notamment la libre circulation en mer — pourrait être appelé dans l'avenir à combler certaines lacunes de la défense américaine dans le Pacifique.

PHILIPPE PONS.

AU COURS DE SON VOYAGE DANS LE PACIFIQUE SUD

M. Stirn a mis en garde la Papouasie-Nouvelle-Guinée contre toute ingérence en Nouvelle-Calédonie

De notre correspondant

Sydney. — Le secrétaire d'Etat français aux affaires étrangères a mis en garde, jeudi 17 janvier, lors d'une conférence de presse à Sydney, le gouvernement de Papouasie-Nouvelle-Guinée contre toute ingérence dans les affaires des territoires français du Pacifique, et, particulièrement, de la Nouvelle-Calédonie. M. Stirn, qui achève une visite dans plusieurs États du Pacifique sud, s'est efforcé d'expliquer aux gouvernements de la région la politique française dans ses dépendances et à l'égard des mouvements indépendantistes. Il a affirmé que cette politique a été déformée et mal comprise.

Ses entretiens — parmi lesquels figure une rencontre avec le ministre australien des affaires étrangères, M. Fraser — ont aussi porté sur d'autres sujets, dont le resserrement des relations politiques, financières, commerciales et culturelles avec l'Australie et le reste du Pacifique. A ce propos, M. Stirn a annoncé que la France allait nommer trois nouveaux ambassadeurs dans la région, à Papeï, en Papouasie-Nouvelle-Guinée, et aux Nou-

velles-Hébrides, après leur accession à l'indépendance cette année. Il a en outre dit que le ministre de l'Industrie allait bientôt se rendre en Australie dans le but de développer des relations commerciales plus étroites et de tenter de trouver une solution aux problèmes qui opposent Canberra et la C.E.E. Abordant la question nucléaire, le secrétaire d'Etat a déclaré que la France souhaitait obtenir des lancements australiens et espérer participer au développement d'une usine d'enrichissement dans ce pays ; mais, a-t-il ajouté, la France n'a pas l'intention de signer de traité de non-prolifération, « il y a de nombreux autres ».

Le problème de la Nouvelle-Calédonie est un sujet controversé dans le Pacifique sud, en particulier parmi les pays nouvellement indépendants de la région. La Papouasie-Nouvelle-Guinée a accordé son soutien aux mouvements d'indépendance mélanésiens de cette île riche en nickel. Au cours de sa rencontre, à Port-Moresby, avec M. Ebia Orwaka, ancien ministre des affaires étrangères et vice-premier ministre, M. Stirn a mis en garde le gouvernement de Papouasie-Nouvelle-Guinée contre toute ingérence en Nouvelle-Calédonie. Une telle ingérence pourrait avoir

comme conséquence l'intervention d'autres puissances, probablement étrangères à la région. La France n'aurait pas, a-t-il prévenu, et considérerait comme nulle et non avenue toute recommandation émanant du Comité d'économie des Nations unies.

M. Stirn a toutefois estimé que la Papouasie-Nouvelle-Guinée, comme les autres archipels, comptait à mieux comprendre la position française, qui est d'accorder l'indépendance quand elle est réclamée par une majorité des électeurs dans l'importante quel territoire.

Pendant son périple, M. Stirn a par ailleurs renouvelé le traité franco-tongien, signé sous Napoléon III, et discuté des conditions dans lesquelles la France pourrait apporter une assistance culturelle et économique pour aider les pays de la région. En tant que des autres puissances coloniales dans le Pacifique, la France se trouve engagée dans une importante campagne de coopération et d'exploitation auprès des États voisins.

M. Stirn a enfin affirmé que la France allait poursuivre ses expériences nucléaires dans le Pacifique, insistant sur le fait qu'il n'y avait pas de danger, et que toutes les précautions étaient prises.

MICHAEL SOUTHERN.

Le monde de la femme

Marie-Madeleine Marie-Thérèse Levasseur Jenny Marx Nadia Staline

Jane Eva Brann Gala Dali

QUAND IL Y A DES CHOSES A DIRE, C'EST DANS LE NOUVEAU

observateur

**M. GRANDVAL
ET LES « CAMÉLÉONS »**

ETATS-UNIS. NOTRE CHOIX POUR VOTRE HIVER.

هكذا من الأصل

Les audits au C.H.U. Henri-Mondor de Créteil ouvrent la voie à une rationalisation de l'activité des équipes soignantes

L'expérience profondément acquise depuis un an à l'hôpital Henri-Mondor de Créteil ne dont le bilan vient d'être dressé, l'égide de son comité consultatif médical et en collaboration avec la direction du plan de l'Assurance publique de Paris met, à ce titre, particulièrement instructive.

mais complexes, a conduit à la constitution d'équipes impliquant le partage par tous les membres de la responsabilité collective. La nature multidisciplinaire de l'acte d'entreprendre, le fait qu'ils ont des connaissances et des compétences spécialisées dans des domaines et des disciplines très divers sanctionne la mise en œuvre de ce concept d'équipes et de responsabilité collective et rendait impliquant pour le plus grand nombre de participants. Les équipes ont pu mesurer l'importance de leur rôle, les compétences d'excellence et les connaissances théoriques et pratiques. L'objectif des expériences découlant de l'hôpital Henri-Mondor est de garantir la qualité des soins, d'améliorer le processus de prise de décision, de partager les connaissances, de développer les compétences et les attitudes professionnelles ou personnelles que les participants possèdent ou acquièrent.

accompli à l'étranger par le corps médical lui-même, fassent l'objet d'une diffusion nationale, peut-être par le biais du Comité national de la Santé sociale.

Après ces expériences, qui ont certainement s'élargir et présent à tous les centres hospitalo-universitaires, profitent à l'ensemble de la communauté.

Dr ESCOFFIER-LAMBIOTTE.

ctions génétiques de l'interféron
r une ère nouvelle
ncers et des maladies virales

virale. S'opposant à la multiplication du virus en lui-même, les propriétés des cellules interféron devraient susciter, dans les années qui suivront, une découverte, aux multiples travaux montrant, malheureusement, son efficacité remarquable dans le traitement des tumeurs malignes. Malheureusement, on ne peut rapidement en attendre la création essentielle de sa production. Les tentatives pour stimuler la synthèse endogène (qui repose dans les conditions physiologiques, à un niveau infime), restent sans succès.

Au sommaire du ~~numéro~~ du 20 janvier

- Une interview de Bernard-Henri Lévy
- Jeunes couples sans alliances
- Bataille pour le vidéodisque

- Le compagnon Berry
- Les derniers habitués de la French Line
- Les musulmans de Chine
- États-Unis : sus à la graisse !
- Les Gallois et leur soleil ovale
- Où est la psychanalyse ?
- Histoire : la Bretagne sous Louis XIV
- Dossier : les « primaires » américaines

Une nouvelle de Jean-Pierre Andrevon

EN VENTE AVEC LE NUMÉRO DATÉ DIMANCHE-LUNDI : 3

virale. S'opposant à la multiplication des virus en culture, l'interféron devait susciter, dans les années qui suivirent sa découverte, de multiples travaux montrant son importance en tant que

remarquable. Mais, malheureusement, on ne peut rapidement résoudre la question essentielle de sa production. Les tentatives pour stimuler la synthèse endogène (qui ne se fait que dans des conditions physiologiques, à un niveau infime), sans succès, sont dues à cause de mécanismes de régulation cellulaire et à la production in situ à partir de globules blancs. On ne peut donc limiter le monde à quelques labora-

La récente information concernant la mise au point par le professeur Charles Weissmann, à l'Institut de génétique de l'université de Zurich, d'une production d'interféron à partir de techniques de manipulations génétiques, apportera peut-être une solution au problème. L'équipe dirigée par le docteur Weissmann, en collaboration avec une équipe su-

landaise (professeur K. Cantelli), a, en 1954, annoncé l'expression d'un coïl de la bactérie *Haemophilus influenzae* à partir de globules humains. La partie la plus importante du brevet a été réalisée, nous a précisé Cawthorn, président-directeur général de Biogen S.A.

Si la ~~situation~~ se confirme, si l'équipe suisse ~~ne parvient~~ pas de difficultés majeures dans la purification et la production industrielle ~~de cette~~ substance, ~~elle devrait~~ ouvrir une ~~nouvelle~~ voie de la thérapie antivirale et anticancéreuse, et le marché impliqué se chiffre en milliards de dollars.

La pharmacie centrale, qui avait délivré 3 778 unités de tétracycline en 1971, en a plus livré que 979 unités en mars 1979. Soit encore une discordance évidente relevée par l'enquête sur la fourniture de médicaments, leur utilisation (2). Discordance qui fait l'objet de mesures administratives de contrôle qui s'imposent.

Cette évaluation sera suivie d'une surveillance régulière d'exercant notamment sur l'usage du médicament centrale. On de son utilité si l'on sait (2) que les médicaments représentent dans le budget l'A.P. de dépenses

(1) 0,6 %
aux services ont été administrés aux

(2) Par le rapport que vous tenez à publier (Centre d'information des revenus et des coûts), le Coût de l'hospitalisation, no 3 : les Moyens de système hospitalier, no 5 troisième trimestre 1973, boulevard Latour-Maubourg, 75007 Paris.

L'effort que l'on a consacré au service national du budget a été particulièrement frappant. Il a permis de passer par une réduction globale des durées moyennes de séjour (réduction atteignant 4 % en 1979) et par une augmentation budgétaire limitée, toujours pour 1979, à 14,5 %, soit nettement moins que la moyenne nationale.

M. Maurice PÉRET, son directeur général, explique ses résultats : « Grâce à une modification d'habitude d'un type médical nous présentons aux concepteurs de son emploi un cadre irremplaçable en médecine dans l'hôpital universitaire. »

Les résultats des présidents des sociétés savantes sont les suivants :

[illegible]

logie lourde, ~~elle~~ ~~pourrait~~
 Agée.
 Etant ~~elle~~ la portée ~~elle~~
 des enquêtes ~~elle~~ sur les

professeur **Henri** Grosgog-
du **Mont**

diffusera prochainement
des trente-huit
des hospitaliers l'Assis-
sion publique et les
missions médicales le
expérience première
la méthodo-

instait à ce sujet le
ical hospitalier à
il peine ont, en
formées en un intérêt
et tout prête à penser
le professeur Gragogost
évaluation
plus divers vont le présent
développer.

... appelle ~~un~~ "profil ~~matériel~~
utilisé". — Dr. E-L.

D I M A
Au sommaire du n°

- Une interview de
- Les nouvelles

- Le compagnon Berry
- Les derniers habitués d
- Les musulmans de Chin

- Etats-Unis : sus à la g
- Les Gallois et leur sole
- Où ■ est la psychana
- Histoire : la Bretagne
- Dossier : les « primaire

Une nouvelle de
EN VENTE AVEC LE NUMÉRO

N C H E
numéro du 20 janvier
de Bernard-Henri Lévy

la French Line

raisse !
il ovale
lyse ?
sous Louis XIV
s » américaines

Jean-Pierre Andrevon

La récente information concernant la mise au point par le professeur Charles Weissmann, à l'Institut de physiologie de l'université de Zurich, d'une production d'interféron à partir

de techniques de manipulations génétiques, apportera peut-être la solution du problème. L'équipe dirigée par Weismann, en collaboration avec une équipe finlandaise (professeur K. Canteli), a en effet annoncé l'expression, dans la bactérie *Escherichia coli*, du gène de l'interféron à partir de globules blancs humains. « La partie la plus importante du travail a été

réaliste, nous a précisé **MOORE** **Cawthorn**, président-directeur général de **Biogen S.A.**

Selon les responsables de **Biogen S.A.**, « les infections des personnes atteintes de sida envisagées sont mortelles ».

Si la médecine ne confirme, ni si l'équipe suisse ne réussit pas de difficultés majeures dans la purification et la production

industrielle ~~de~~ substances,
elle ~~devient~~ ouvre une ~~de~~ nou-
velle de la thérapie antivirale et
anticancéreuse, et le marché
impliqué se chiffre en milliards
de dollars.

Le SGEN-C.F.D.T. dénonce quatre ans d'interdictions professionnelles

La Fédération des Syndicats des Enseignants de l'Éducation Professionnelle (S.G.E.P.) a dénoncé, au cours d'une conférence de presse, les quatre années d'interdictions professionnelles infligées à ses membres par le SGEN-C.F.D.T. Cette dénonciation a été faite par le président du S.G.E.P., M. Jean-Pierre Baudard, qui a souligné que ces mesures étaient contraires à la loi de 1965 sur l'éducation professionnelle. Il a également dénoncé la politique de la censure menée par le SGEN-C.F.D.T. à l'égard de ses membres.

La lettre d'excuse

Le SGEN-C.F.D.T. a adressé une lettre d'excuse à ses membres, reconnaissant les erreurs commises pendant ces quatre années. Cette lettre a été envoyée par le président du SGEN-C.F.D.T., M. Jean-Pierre Baudard, qui a exprimé ses regrets et a promis de mettre en œuvre des mesures pour éviter de telles erreurs à l'avenir.

CARNET

Réceptions

— L'ambassadeur de Cuba et Mme Gregorio Ortega ont offert jeudi soir une réception à l'occasion du vingt-neuvième anniversaire de la révolution cubaine.

— L'ambassadeur d'Autriche et Mme Otto Bismberg ont offert jeudi soir une réception à l'occasion du centenaire de la mort de Franz Schubert.

Naissances

— Jean, Océan Alcaniz et Dominique, née Martin, sont nés samedi à l'hôpital de la Pitié-Salpêtrière de Dupuy et Fanny, le 14 janvier 1980, 73, boulevard Bruce, 91190 Paris.

— Anne-Marie, Philippe et Estelle de BETHLEHEM ont été baptisés le 12 janvier 1980, 10 bis, rue Lamblay, 75014 Biotrou-Rouen.

Fiançailles

— M. Jean-Pierre Baudard et Mme. née Anne Bourrier-Mouron ont été fiancés samedi à l'hôtel de ville de Paris.

Mariages

— M. et Mme. née Anne Baudard ont été mariés samedi à l'hôtel de ville de Paris.

Décès

— M. Robert VILLERS, 73 ans, est décédé le 14 janvier 1980, 10 bis, rue Lamblay, 75014 Biotrou-Rouen.

collaborateur de «Combat», et «Sport-Magazine» et au «Matin de Paris» avant de rejoindre l'armée. Il a été tué le 14 janvier 1980, 10 bis, rue Lamblay, 75014 Biotrou-Rouen.

— M. Jean-Pierre Baudard, administrateur de l'entreprise, est décédé le 14 janvier 1980, 10 bis, rue Lamblay, 75014 Biotrou-Rouen.

— M. Jean-Pierre Baudard, administrateur de l'entreprise, est décédé le 14 janvier 1980, 10 bis, rue Lamblay, 75014 Biotrou-Rouen.

— M. Jean-Pierre Baudard, administrateur de l'entreprise, est décédé le 14 janvier 1980, 10 bis, rue Lamblay, 75014 Biotrou-Rouen.

— M. Jean-Pierre Baudard, administrateur de l'entreprise, est décédé le 14 janvier 1980, 10 bis, rue Lamblay, 75014 Biotrou-Rouen.

— On nous prie d'annoncer le décès de M. SEVER BLOCH, 73 ans, décédé le 14 janvier 1980, 10 bis, rue Lamblay, 75014 Biotrou-Rouen.

— On nous prie d'annoncer le décès de M. SEVER BLOCH, 73 ans, décédé le 14 janvier 1980, 10 bis, rue Lamblay, 75014 Biotrou-Rouen.

— On nous prie d'annoncer le décès de M. SEVER BLOCH, 73 ans, décédé le 14 janvier 1980, 10 bis, rue Lamblay, 75014 Biotrou-Rouen.

— On nous prie d'annoncer le décès de M. SEVER BLOCH, 73 ans, décédé le 14 janvier 1980, 10 bis, rue Lamblay, 75014 Biotrou-Rouen.

— On nous prie d'annoncer le décès de M. SEVER BLOCH, 73 ans, décédé le 14 janvier 1980, 10 bis, rue Lamblay, 75014 Biotrou-Rouen.

— On nous prie d'annoncer le décès de M. SEVER BLOCH, 73 ans, décédé le 14 janvier 1980, 10 bis, rue Lamblay, 75014 Biotrou-Rouen.

— On nous prie d'annoncer le décès de M. SEVER BLOCH, 73 ans, décédé le 14 janvier 1980, 10 bis, rue Lamblay, 75014 Biotrou-Rouen.

— On nous prie d'annoncer le décès de M. SEVER BLOCH, 73 ans, décédé le 14 janvier 1980, 10 bis, rue Lamblay, 75014 Biotrou-Rouen.

— On nous prie d'annoncer le décès de M. SEVER BLOCH, 73 ans, décédé le 14 janvier 1980, 10 bis, rue Lamblay, 75014 Biotrou-Rouen.

— On nous prie d'annoncer le décès de M. SEVER BLOCH, 73 ans, décédé le 14 janvier 1980, 10 bis, rue Lamblay, 75014 Biotrou-Rouen.

— On nous prie d'annoncer le décès de M. SEVER BLOCH, 73 ans, décédé le 14 janvier 1980, 10 bis, rue Lamblay, 75014 Biotrou-Rouen.

— On nous prie d'annoncer le décès de M. SEVER BLOCH, 73 ans, décédé le 14 janvier 1980, 10 bis, rue Lamblay, 75014 Biotrou-Rouen.

— On nous prie d'annoncer le décès de M. SEVER BLOCH, 73 ans, décédé le 14 janvier 1980, 10 bis, rue Lamblay, 75014 Biotrou-Rouen.

— On nous prie d'annoncer le décès de M. SEVER BLOCH, 73 ans, décédé le 14 janvier 1980, 10 bis, rue Lamblay, 75014 Biotrou-Rouen.

— On nous prie d'annoncer le décès de M. SEVER BLOCH, 73 ans, décédé le 14 janvier 1980, 10 bis, rue Lamblay, 75014 Biotrou-Rouen.

Anniversaires

— Le 18 janvier 1979, décès de M. SEVER BLOCH, 73 ans, décédé le 14 janvier 1980, 10 bis, rue Lamblay, 75014 Biotrou-Rouen.

— On nous prie d'annoncer le décès de M. SEVER BLOCH, 73 ans, décédé le 14 janvier 1980, 10 bis, rue Lamblay, 75014 Biotrou-Rouen.

— On nous prie d'annoncer le décès de M. SEVER BLOCH, 73 ans, décédé le 14 janvier 1980, 10 bis, rue Lamblay, 75014 Biotrou-Rouen.

— On nous prie d'annoncer le décès de M. SEVER BLOCH, 73 ans, décédé le 14 janvier 1980, 10 bis, rue Lamblay, 75014 Biotrou-Rouen.

— On nous prie d'annoncer le décès de M. SEVER BLOCH, 73 ans, décédé le 14 janvier 1980, 10 bis, rue Lamblay, 75014 Biotrou-Rouen.

Communications diverses

— On nous prie d'annoncer le décès de M. SEVER BLOCH, 73 ans, décédé le 14 janvier 1980, 10 bis, rue Lamblay, 75014 Biotrou-Rouen.

Remerciements

— On nous prie d'annoncer le décès de M. SEVER BLOCH, 73 ans, décédé le 14 janvier 1980, 10 bis, rue Lamblay, 75014 Biotrou-Rouen.

VENTE

— On nous prie d'annoncer le décès de M. SEVER BLOCH, 73 ans, décédé le 14 janvier 1980, 10 bis, rue Lamblay, 75014 Biotrou-Rouen.

SALES DE VENTE

— On nous prie d'annoncer le décès de M. SEVER BLOCH, 73 ans, décédé le 14 janvier 1980, 10 bis, rue Lamblay, 75014 Biotrou-Rouen.

SALES DE VENTE

— On nous prie d'annoncer le décès de M. SEVER BLOCH, 73 ans, décédé le 14 janvier 1980, 10 bis, rue Lamblay, 75014 Biotrou-Rouen.

SALES DE VENTE

— On nous prie d'annoncer le décès de M. SEVER BLOCH, 73 ans, décédé le 14 janvier 1980, 10 bis, rue Lamblay, 75014 Biotrou-Rouen.



LE PRIX DE REVENTE DE CETTE MAISON VOUS CONSOLERA SI VOUS DEVEZ LA QUITTER.

Quand vous achetez une maison, c'est pour y vivre longtemps. Et puis un jour, parce que la famille s'agrandit ou que les enfants s'en vont, que votre profession vous entraîne ailleurs, que votre situation financière s'embourbe et que vous souhaitez vendre. Ce jour-là, votre maison doit être vendue à un bon prix.

Vous le savez, la plupart du temps, revendre un bien immobilier permet de faire une plus-value.

Mais ce bénéfice sera beaucoup plus important si votre maison est vendue à un bon prix, et si vous ne l'avez pas payée trop cher.

C'est ce que vous propose le Groupe Maison Familiale. Réalisez en moyenne 10% de plus-value traditionnelle par des acheteurs et vendeurs de votre région, dans une maison du Groupe Maison Familiale, une maison de qualité, au meilleur prix.

Vous le savez, la plupart du temps, revendre un bien immobilier permet de faire une plus-value.

Vous pouvez faire payer cette différence. Cela vous consolerait un peu.

Pour vous donner une idée des bénéfices ainsi réalisés, nous tenons à votre disposition une liste, certifiée par notaires, de plusieurs ventes de maisons du Groupe Maison Familiale.

80.000 familles ont déjà fait confiance au Groupe Maison Familiale. Parmi 50 modèles de maisons, 95.000 à 600.000 F, vous trouverez le type et le style de maison qui vous convient. * Prix de construction

ferme et réversible au 1.10.79, terrain non compris. Centre d'information à Paris : GMF, 21, rue la Botte - Tél. 265.68.64.

GROUPE MAISON FAMILIALE

Réalisez l'achat le plus sérieux de votre vie.

Le Monde

des loisirs
et du tourisme

DÉVELOPPEMENT ET PROTECTION DES MASSIFS

Doit-on, peut-on encore construire en montagne ?

F AUT-IL décaler d'un mètre en montagne les derniers appartements et les derniers villas entachés de pollution de l'environnement ? La question est légitime, mais la question est surtout de savoir si on peut encore construire en montagne.

Les premiers à qui cette question se pose, ce sont les élus locaux. Ils ont souvent l'impression que la montagne est devenue un terrain de jeu pour les promoteurs immobiliers. Ils ont peur que la montagne soit envahie par des constructions qui ne respectent pas l'environnement.

La loi de 1965 sur l'aménagement du territoire a créé le Comité de montagne. Ce comité a pour mission de protéger l'environnement de la montagne.

Le Comité de montagne a pour mission de protéger l'environnement de la montagne. Il a pour cela mis en place des mesures de protection.

La loi de 1965 sur l'aménagement du territoire a créé le Comité de montagne. Ce comité a pour mission de protéger l'environnement de la montagne.

Le Comité de montagne a pour mission de protéger l'environnement de la montagne. Il a pour cela mis en place des mesures de protection.

La loi de 1965 sur l'aménagement du territoire a créé le Comité de montagne. Ce comité a pour mission de protéger l'environnement de la montagne.

Le Comité de montagne a pour mission de protéger l'environnement de la montagne. Il a pour cela mis en place des mesures de protection.

POINT DE VUE

Les pauvres aident les riches...

Le tourisme social est-il un tourisme subventionné ? Les vacances des moins fortunés sont-elles les seules qui ne paient pas, mais qu'il faut corriger.

Le tourisme social est-il un tourisme subventionné ? Les vacances des moins fortunés sont-elles les seules qui ne paient pas, mais qu'il faut corriger.

Le tourisme social est-il un tourisme subventionné ? Les vacances des moins fortunés sont-elles les seules qui ne paient pas, mais qu'il faut corriger.

Le tourisme social est-il un tourisme subventionné ? Les vacances des moins fortunés sont-elles les seules qui ne paient pas, mais qu'il faut corriger.

Contre leurs propres tentations

Deux critiques sont avancées à l'encontre de ce dispositif : il ne permet pas de passer les Alpes et il ne permet pas de passer les Alpes.

Contre leurs propres tentations

Deux critiques sont avancées à l'encontre de ce dispositif : il ne permet pas de passer les Alpes et il ne permet pas de passer les Alpes.

Contre leurs propres tentations

Deux critiques sont avancées à l'encontre de ce dispositif : il ne permet pas de passer les Alpes et il ne permet pas de passer les Alpes.

Contre leurs propres tentations

Deux critiques sont avancées à l'encontre de ce dispositif : il ne permet pas de passer les Alpes et il ne permet pas de passer les Alpes.

Contre leurs propres tentations

Deux critiques sont avancées à l'encontre de ce dispositif : il ne permet pas de passer les Alpes et il ne permet pas de passer les Alpes.

Contre leurs propres tentations

Deux critiques sont avancées à l'encontre de ce dispositif : il ne permet pas de passer les Alpes et il ne permet pas de passer les Alpes.

Le Soudan avec la paix revenue

UNE fois établie l'unité du Soudan, le pays a connu une période de paix. Le Soudan a connu une période de paix.

UNE fois établie l'unité du Soudan, le pays a connu une période de paix. Le Soudan a connu une période de paix.

UNE fois établie l'unité du Soudan, le pays a connu une période de paix. Le Soudan a connu une période de paix.

UNE fois établie l'unité du Soudan, le pays a connu une période de paix. Le Soudan a connu une période de paix.

1 semaine : 910 F. Hôtel Pension complète. NICE

SALON EUROPEEN DES ANTIQUAIRES. GRENOBLE ALPEXPO. 24 janvier - 28 janvier 1980.

Week-end 2 nuits hôtel. Avion Paris-Nice-Paris. NICE

Charlot
Roi des Coquillages
12, pl. Gink, Paris (9) - 674-60-04 et 05 (sans surcharge)
Tous les jours
jusqu'à 1 heure du matin
Marché du Bonnet

380.50.72
RESTAURATEUR
UIN (ex place Péniche) 17^e

tressaillait. — **Le papier**
 — **Je prendrai** **un exemple de**
tout va si bien **bien** **devant**
le gâchis, on **perçoit**, **derrière**,
un **grand** **travail** **de**
pari **mutuel** **hippodromes** **doivent**
se retrouver, la semaine **prochaine**,
devant **un** **sujet** **de**
convention **qui** **les** **lie**, il

[illegible]

ALSACIENNES
AUBERGE DE RIQUERHUE, 14, rue du Fr-Montebello, 17-22-23.
 L'ALSACE AU CHATELAIN, 15, rue de la République, 17-22-23.
 CHEZ MANU, 8, rue de la République, 17-22-23.
 CHEZ MANU, 8, rue de la République, 17-22-23.
 LA CROIX D'ALBAIE, 4, rue Maréchal, 17-22-23.
 LA CROIX D'ALBAIE, 4, rue Maréchal, 17-22-23.

BRETONNES
 TIG COFF, 32, r. Vauperrand, 828-43-50.
 70/101. Rue d'Alsace, 17-22-23.

AUVERGNATES
 ANTOINE BOURDAS, 17-22-23.
 TIG COFF, 32, r. Vauperrand, 828-43-50.

FRANÇAISE TRADITIONNELLE
 LA CHAUMIERE DE L'ATLANTIDE, 4, rue Jean-Du-Bellay, 17-22-23.
 LA CHAUMIERE DE L'ATLANTIDE, 4, rue Jean-Du-Bellay, 17-22-23.
 LA CHAUMIERE DE L'ATLANTIDE, 4, rue Jean-Du-Bellay, 17-22-23.

ITALIENNES
 LA LOGGIA, 14, rue de la République, 17-22-23.
 LA LOGGIA, 14, rue de la République, 17-22-23.
 LA LOGGIA, 14, rue de la République, 17-22-23.

ESPAGNOLES
 EL SEVILLANO, 14, rue de la République, 17-22-23.
 EL SEVILLANO, 14, rue de la République, 17-22-23.
 EL SEVILLANO, 14, rue de la République, 17-22-23.

INDIENNES
 INDIE SOUTH CONTINENT, 14, rue de la République, 17-22-23.
 INDIE SOUTH CONTINENT, 14, rue de la République, 17-22-23.
 INDIE SOUTH CONTINENT, 14, rue de la République, 17-22-23.

INDO-PACIFIQUES
 LA LOGGIA, 14, rue de la République, 17-22-23.
 LA LOGGIA, 14, rue de la République, 17-22-23.
 LA LOGGIA, 14, rue de la République, 17-22-23.

ITALIENNES
 LA LOGGIA, 14, rue de la République, 17-22-23.
 LA LOGGIA, 14, rue de la République, 17-22-23.
 LA LOGGIA, 14, rue de la République, 17-22-23.

MAROCAINES
 ALMA FIDA, 14, rue de la République, 17-22-23.
 ALMA FIDA, 14, rue de la République, 17-22-23.
 ALMA FIDA, 14, rue de la République, 17-22-23.

ORIENTALES
 L'ORIENTAL, 14, rue de la République, 17-22-23.
 L'ORIENTAL, 14, rue de la République, 17-22-23.
 L'ORIENTAL, 14, rue de la République, 17-22-23.

PHILIPPINES
 ALMA FIDA, 14, rue de la République, 17-22-23.
 ALMA FIDA, 14, rue de la République, 17-22-23.
 ALMA FIDA, 14, rue de la République, 17-22-23.

RUSSE
 LA LOGGIA, 14, rue de la République, 17-22-23.
 LA LOGGIA, 14, rue de la République, 17-22-23.
 LA LOGGIA, 14, rue de la République, 17-22-23.

SUOIS
 LA LOGGIA, 14, rue de la République, 17-22-23.
 LA LOGGIA, 14, rue de la République, 17-22-23.
 LA LOGGIA, 14, rue de la République, 17-22-23.

SUISSES
 LA LOGGIA, 14, rue de la République, 17-22-23.
 LA LOGGIA, 14, rue de la République, 17-22-23.
 LA LOGGIA, 14, rue de la République, 17-22-23.

VIETNAMIENNES
 LA LOGGIA, 14, rue de la République, 17-22-23.
 LA LOGGIA, 14, rue de la République, 17-22-23.
 LA LOGGIA, 14, rue de la République, 17-22-23.

THÈME
DISCOURS D'ARRÊT

les grilles —
du
week-end

MOTS

Horizontal line

RADIO-TÉLÉVISION

Vendredi 18 janvier

PREMIERE CHAÎNE : TF 1

- 18 h 30 C'est moi le jour : Le grand jeu.
- 19 h 10 Une minute pour les femmes.
- 19 h 30 Émissions régionales.
- 20 h Journal.
- 20 h 30 Au théâtre ce soir : « Lucrèce Borgia », de V. Hugo, mise en scène de R. Bello, avec M. Rios, M. Audier, D. Gail, J.-C. de Gores.
- 22 h 30 Expression.
- 23 h 30 Journal.

DEUXIÈME CHAÎNE : A 2

- 18 h 30 Les jeux.
- 19 h 30 Les jeux : Des chiffres et des lettres.
- 20 h 30 Émissions régionales.
- 21 h Journal.
- 21 h 30 Appointments.
- 22 h 30 Journal.

TROISIÈME CHAÎNE : FR 3

- 18 h 30 Les jeux.
- 19 h 30 Les jeux : Des chiffres et des lettres.
- 20 h 30 Émissions régionales.
- 21 h Journal.
- 21 h 30 Appointments.
- 22 h 30 Journal.

Samedi 19 janvier

PREMIERE CHAÎNE : TF 1

- 18 h 30 Les jeux.
- 19 h 30 Les jeux : Des chiffres et des lettres.
- 20 h 30 Émissions régionales.
- 21 h Journal.
- 21 h 30 Appointments.
- 22 h 30 Journal.

DEUXIÈME CHAÎNE : A 2

- 18 h 30 Les jeux.
- 19 h 30 Les jeux : Des chiffres et des lettres.
- 20 h 30 Émissions régionales.
- 21 h Journal.
- 21 h 30 Appointments.
- 22 h 30 Journal.

Dimanche 20 janvier

PREMIERE CHAÎNE : TF 1

- 18 h 30 Les jeux.
- 19 h 30 Les jeux : Des chiffres et des lettres.
- 20 h 30 Émissions régionales.
- 21 h Journal.
- 21 h 30 Appointments.
- 22 h 30 Journal.

DEUXIÈME CHAÎNE : A 2

- 18 h 30 Les jeux.
- 19 h 30 Les jeux : Des chiffres et des lettres.
- 20 h 30 Émissions régionales.
- 21 h Journal.
- 21 h 30 Appointments.
- 22 h 30 Journal.

FRANCE-CULTURE

- 18 h 30 Les jeux.
- 19 h 30 Les jeux : Des chiffres et des lettres.
- 20 h 30 Émissions régionales.
- 21 h Journal.
- 21 h 30 Appointments.
- 22 h 30 Journal.

FRANCE-CULTURE

- 18 h 30 Les jeux.
- 19 h 30 Les jeux : Des chiffres et des lettres.
- 20 h 30 Émissions régionales.
- 21 h Journal.
- 21 h 30 Appointments.
- 22 h 30 Journal.

FRANCE-MUSIQUE

- 18 h 30 Les jeux.
- 19 h 30 Les jeux : Des chiffres et des lettres.
- 20 h 30 Émissions régionales.
- 21 h Journal.
- 21 h 30 Appointments.
- 22 h 30 Journal.

ENTENDU

« Radioscopie d'Antoine Vitez »

La plupart du temps, Jacques Chancel radioscopie des hommes politiques, plus rarement des hommes de lettres. Mais, dans une émission spéciale, il a choisi d'écouter Antoine Vitez, qui n'est pas seulement un grand poète, mais aussi un grand penseur. Vitez, qui a été directeur du Théâtre national, a une vision très particulière de la culture et de la société. Il a écrit de nombreux ouvrages, dont « Le théâtre et la mort », qui a été traduit en français. Vitez est un homme très complexe, et sa radioscopie est très intéressante.

On se souvient de la mort de Vitez, qui a été tué par un policier. C'était une tragédie. Vitez était un homme très sensible, et sa mort a été un choc pour tous ceux qui le connaissaient. Sa radioscopie est donc très émouvante. Vitez était un homme qui avait une vision très haute de la culture, et qui avait essayé de la mettre en pratique. Il a été un grand homme, et sa mort a été une grande perte.

TRIBUNES ET DÉBATS

VENDREDI 18 JANVIER

Un débat sur la situation politique en France, avec des représentants de différents partis politiques. Les débats sont très animés, et les participants expriment leurs opinions sur la situation actuelle du pays.

SAMEDI 19 JANVIER

Un débat sur la situation économique en France, avec des représentants de différents secteurs économiques. Les débats sont très animés, et les participants expriment leurs opinions sur la situation actuelle de l'économie.

DIMANCHE 20 JANVIER

Un débat sur la situation sociale en France, avec des représentants de différents groupes sociaux. Les débats sont très animés, et les participants expriment leurs opinions sur la situation actuelle de la société.

UNE SEMAINE DE DÉBATS

SUR LES MÉDIAS EN EUROPE

Une semaine de débats sur les médias en Europe, avec des représentants de différents pays. Les débats sont très animés, et les participants expriment leurs opinions sur la situation actuelle des médias en Europe.

PRESSE

GRÈVE À L'A.F.P. LUNDI

Une grève à l'A.F.P. lundi, avec des représentants de différents syndicats. Les grévistes expriment leurs opinions sur la situation actuelle de l'A.F.P.

LA C.G.T. PROTESTE

CONTRE LA RÉPRESSION DES RADIOS LIBRES

La C.G.T. proteste contre la répression des radios libres, avec des représentants de différents syndicats. Les protestataires expriment leurs opinions sur la situation actuelle des radios libres.

LE PANORAMA HI-FI DE PARIS

toutes les grandes marques en stock

AU MAGASIN: demandez nos prix confidentiels

CIBOT 156 Boulevard de la République 75012 PARIS

346.63.76 NOUVEAU LE MERCREDI 19 JANVIER

JUSQU'À 21H

Handwritten text in a box: "Handwritten text in a box"

Wagons-Lits Tourisme
Organisation mondiale de voyages
au service des hommes d'affaires.

Renseignements, Promotion des ventes
Paris, Tél. 01.42.11.11.11

STAGES LINGUISTIQUES EN ANGLETERRE
OISE Oxford Intensive School of English
Member of the Federation of English Language Centres Organisation, London

Pour un séjour vraiment profitable :
Programme de cours individualisés, familles consciencieusement choisies,
niveaux scolaires, universitaires, [] programme []

Box ou 161, [] 25, rue Voltaire (Paris 11) 75011 PARIS - T. 01.42.11.11.11
Avis d'inscription : 15 jours avant le départ - Voucher valable : 1 an

LE MONDE

diplomatique

NUMÉRO DE JANVIER

LE PÉTROLE ET L'ISLAM

Tentations de force, lacunes du droit

Alibi pour politiques étonnées (André Groussin). — Les inquiétudes de l'Arabie Saoudite et des Émirats (Sahar Turki). — L'Iran peut-il résister au blocus ? (Gérard Wajsbom). — Les effets du développement industriel (Gérard Wajsbom). — La tribune de l'OCDE pour tyrans déchu (Erikson Felt). — L'écologie Ballarin ou la guerre vers un communisme Ziegler. — La diplomatie des armes et ses dangers (Maurice T. Moshé). — Israël, les États-Unis et la sécurité (Maurice T. Moshé). — Les liens entre l'islam révolutionnaire (Maurice T. Moshé).

LE CONFLIT DU SAHARA OCCIDENTAL

Pourquoi M. Carter a choisi le Maroc

(Tony Hodges)

NOUVELLE ORIENTATION ÉCONOMIQUE AU VIETNAM

La lutte pour l'indépendance alimentaire

(Philippe Derlinden)

EUROPE : Protection des libertés de la presse en Grande-Bretagne (J.C. Serpant). — Le Maroc : la loi de la presse ou la loi de la censure (J.C. Serpant). — Correspondance : A propos d'une « Suisse suisse ».

AFRIQUE : Les pays de la ligne de front et l'accord sur la Rhodésie (Maurice T. Moshé).

AMÉRIQUE LATINE : Au Nicaragua, le sandinisme face au poids des choses (Jean Chesneau).

Turquie : jeux sanglants contre la démocratie

(Reportage de Maurice T. Moshé et Faidé M'Nabet)

LIVRES : « La communication plénière » ou le malentendu (F. M. P. P.). — Les États du droit à l'égalité (Maurice T. Moshé). — Ouvrages sur la Turquie publiés en France (Maurice T. Moshé). — Découvertes rétrospectives sur la propriété (Maurice T. Moshé).

Index des articles publiés en 1979.

L'activité des organisations internationales.

Supplément : Japon, de l'essor économique aux ambitions internationales.

Le numéro 77
8, rue des Mathématiques, 75013 Paris cedex 05
ou 75013 PARIS

TIERS-MONDE

LA CONFÉRENCE DE L'ONU À NEW-DELHI

Les pays en voie de développement représentent moins de 10% de la production industrielle mondiale

L'Organisation des Nations unies pour le développement industriel (ONUDI) tient, du 15 janvier au 8 février, à New-Delhi, sa troisième conférence générale. Créée en 1967 par l'Assemblée de l'ONU, l'ONUDI, qui est simple prolongement du service d'études de l'ONU, a pour but de transformer les idées en actions et de disposer de ses propres sources de financement, fera à cette occasion l'état des lieux de l'industrialisation des pays en voie de développement.

Ainsi, en 1979, les pays en voie de développement ont produit 10% de la production industrielle mondiale, contre 90% pour les pays développés.

La responsabilité de ce retard est attribuée à la stratégie des pays développés, qui ont privilégié la production industrielle lourde, au détriment de la production industrielle légère, qui est plus adaptée aux besoins des pays en voie de développement.

Huit propositions

A New-Delhi, l'ONUDI présente, quant à elle, huit propositions principales, portant sur la création d'une agence internationale pour le développement industriel, d'un système d'information et d'un système international de technologie industrielle.

Un aspect important de la conférence est la discussion sur les échanges de produits industriels : les exportations des pays en développement ont augmenté de 10% en 1979, mais les importations ont augmenté de 20%.

La conférence a également discuté de la nécessité de créer une agence internationale pour le développement industriel, qui serait chargée de promouvoir les échanges de produits industriels entre les pays en voie de développement.

MARCHÉ COMMUN

La Communauté européenne vent conclure rapidement l'accord de coopération avec la Yougoslavie

Bruxelles (Communauté européenne). — La C.E.E. va accélérer ses travaux afin de conclure rapidement les négociations sur l'accord de coopération envisagé avec la Yougoslavie. Cette décision a été prise par les ministres des affaires étrangères de la Communauté, réunis le 15 janvier, à Bruxelles. Les neuf membres de la Communauté ont décidé de conclure l'accord de coopération avec la Yougoslavie, qui est le premier pays d'Europe de l'Est à avoir obtenu ce statut.

Actuellement, Belgrade refuse de conclure les pourparlers sur la base de l'offre initiale de la C.E.E. Les Yougoslaves demandent une amélioration des concessions commerciales envisagées par les neuf membres de la Communauté. Ils veulent que la Communauté ne soit pas limitée par la limite du continent pour une sous-partie de produits manufacturés exportés par la Yougoslavie. Belgrade souhaite que la plupart des cinquante-dix exportations soient dans la C.E.E. et que les cinquante-dix importations soient en provenance de la C.E.E. et des pays tiers.

Le gouvernement yougoslave a déclaré qu'il est prêt à accepter les préférences tarifaires de la Communauté, à condition que la Communauté ne soit pas limitée par la limite du continent pour une sous-partie de produits manufacturés exportés par la Yougoslavie.

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

MINISTÈRE DES INDUSTRIES LÉGÈRES

SOCIÉTÉ NATIONALE DES SEMOULÈRES, MÈNÈRES, FABRIQUES DE PÂTES ALIMENTAIRES ET COUSCOURS
S.N. SEMAPAC

DIRECTION DE LA PRODUCTION, 32, rue Sid-Okba BELLEVUE - EL-HARRACH - ALGER (ALGÉRIE)
Boîte Postale n° 136. — Téléphone : 76-06-46

AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL ET INTERNATIONAL

FOURNITURE DE MATÉRIEL D'AGRÉAGE

La S.N. SEMAPAC lance un appel d'offres national et international pour la fourniture de matériel d'agrégage.

Les soumissionnaires intéressés doivent adresser à compter du 5 janvier 1980 la candidature et les offres à la Direction de la Production, 32, rue Sid-Okba, BELLEVUE, EL-HARRACH, ALGER (ALGÉRIE).

Les offres, accompagnées des règlements et des révisions, doivent parvenir sous double enveloppe et être cachetées, portant la mention : « Appel d'offres - Matériel d'agrégage - S.N. SEMAPAC ». Elles doivent être déposées au 32, rue Sid-Okba, BELLEVUE, EL-HARRACH, ALGER (ALGÉRIE).

La date de dépôt des offres est fixée au 5 février 1980, délai de fin de l'offre.

Marcel SCOTTO.

LE BON MARCHÉ EST PARFOIS TROP CHER.

PARIS CEYLAN

Il y a des voyages très bon marché qui commencent très bien... et qui finissent très mal. Avec UTA, tout est différent. Vous partez, directement, par un vol régulier. Votre hôtel sera un grand hôtel. Vous aurez les circuits en voiture les mieux adaptés, les meilleurs guides francophones. La qualité, ça change tout.

UTA
Compagnie Aérienne Française

LA ITALIE et LA GRÈCE
par camions en 4 jours

MADAR
S.A. DES TRANSPORTS
rue Chauvart - Z.I.
95500 GONESSE
Tél. 01.47.96.69
Fax 01.47.96.024

LA CROIX-ROUGE

Aujourd'hui plus d'un milliard de personnes est détruit par les parasites. Comme les surfaces indéfiniment extensibles, il faut enlever ceux qui attaquent les non plus oubliés. Chaque année nous devons enlever, de nouveau...

LA CROIX-ROUGE

LA CULTURE, C'EST CE QUI RESTE QUAND ON N'A RIEN OUBLIE.



Exemple de traitement de terrain par épandage de produits phytosanitaires sélectifs qui détruisent les mauvaises herbes en respectant la faune utile.

Aujourd'hui plus d'un quart des récoltes mondiales est détruit par des ennemis parfois invisibles : les parasites.

Comme les surfaces cultivables ne sont pas indéfiniment extensibles, nous ne devons pas oublier d'éliminer ceux qui attaquent nos cultures et nous ne devons pas non plus oublier tout ce qui peut en améliorer le rendement.

Chaque année nous mettons au point de nouveaux engrais, de nouveaux insecticides, fongicides,

herbicides efficaces et dépourvus de danger pour l'homme et l'environnement. Le but de Rhône-Poulenc est de concentrer ses recherches dans les domaines hautement spécialisés. C'est la seule manière de gagner du terrain sur le plan international.

Actuellement, en phytosanitaire nous occupons une place prépondérante que beaucoup nous envient.

Rhône-Poulenc, un des atouts de la France dans le monde.



RHÔNE-POULENC.

ÉTRANGER

En Grande-Bretagne

Les conflits sociaux et les hausses des prix rendent difficile « l'expérience » Thatcher

« L'expérience » Thatcher traverse une phase difficile, marquée par l'aggravation et l'extension des conflits sociaux, ainsi que par l'augmentation massive des prix et des salaires. Les difficultés sont devenues insurmontables pour le nouveau gouvernement. Les syndicats ont obtenu de nombreuses victoires, notamment dans le secteur public. Le gouvernement a dû reculer sur ses positions, ce qui a entraîné une perte de crédibilité. La situation économique est également préoccupante, avec une inflation qui continue de grimper.

De notre correspondant

Londres. — Les mauvaises nouvelles s'accumulent. Les conflits sociaux ont officiellement la grève au secteur privé. Le nouveau gouvernement a dû reculer sur ses positions. La situation économique est également préoccupante, avec une inflation qui continue de grimper. Les syndicats ont obtenu de nombreuses victoires, notamment dans le secteur public. Le gouvernement a dû reculer sur ses positions, ce qui a entraîné une perte de crédibilité.

Augmentation massive du gaz

La décision gouvernementale a provoqué un choc dans le secteur public. Les syndicats ont obtenu de nombreuses victoires, notamment dans le secteur public. Le gouvernement a dû reculer sur ses positions. La situation économique est également préoccupante, avec une inflation qui continue de grimper.

La décision gouvernementale a provoqué un choc dans le secteur public. Les syndicats ont obtenu de nombreuses victoires, notamment dans le secteur public. Le gouvernement a dû reculer sur ses positions. La situation économique est également préoccupante, avec une inflation qui continue de grimper.

La décision gouvernementale a provoqué un choc dans le secteur public. Les syndicats ont obtenu de nombreuses victoires, notamment dans le secteur public. Le gouvernement a dû reculer sur ses positions. La situation économique est également préoccupante, avec une inflation qui continue de grimper.

HENRI PIERRE

Aux États-Unis

Le président Carter présentera à nouveau un budget en déficit

De notre correspondant

Washington. — Le président Carter a annoncé qu'il présentera à nouveau un budget en déficit. Cette décision a été prise en raison de la situation économique et des pressions des différents groupes d'intérêt.

Le budget 1980 sera le premier en déficit depuis 1969. Le président Carter a expliqué que cette décision était nécessaire pour faire face aux dépenses militaires et sociales. Il a également souligné l'importance de maintenir la stabilité économique.

Le budget 1980 sera le premier en déficit depuis 1969. Le président Carter a expliqué que cette décision était nécessaire pour faire face aux dépenses militaires et sociales. Il a également souligné l'importance de maintenir la stabilité économique.

Le budget 1980 sera le premier en déficit depuis 1969. Le président Carter a expliqué que cette décision était nécessaire pour faire face aux dépenses militaires et sociales. Il a également souligné l'importance de maintenir la stabilité économique.

Le budget 1980 sera le premier en déficit depuis 1969. Le président Carter a expliqué que cette décision était nécessaire pour faire face aux dépenses militaires et sociales. Il a également souligné l'importance de maintenir la stabilité économique.

Les principaux bénéficiaires

Les responsables américains ont souligné que les principaux bénéficiaires du budget 1980 seront les forces armées et les programmes sociaux. Ils ont également mentionné l'impact positif sur l'économie nationale.

En Belgique

L'activité pourrait s'infléchir progressivement

Le taux de croissance de l'économie belge pourrait ralentir progressivement. Les experts estiment que cela est dû à une diminution de la demande intérieure et à une augmentation des coûts de production.

Le taux de chômage

Pourrait atteindre 7,7 % de la population active

Le taux de chômage en Belgique pourrait atteindre 7,7 % de la population active. Les experts s'attendent à une augmentation continue de ce chiffre, ce qui pourrait avoir des conséquences négatives sur l'économie.

POUR L'ANNIVERSAIRE DU CONTRAT VERITE OCCASION TALBOT

TROIS BONNES OCCASIONS DE RENCONTRER VOTRE CONCESSIONNAIRE.

6 MOIS DE CREDIT GRATUIT.

Cette offre exceptionnelle est valable du 17 janvier au 2 février 1980, après acceptation du dossier de financement par Crédicavia.

Votre Concessionnaire Talbot vous en fait bénéficier sur toutes les occasions proposées par le Contrat Vérité Occasion Talbot.

Profitez de cette offre pour acheter dès maintenant votre voiture.

UN GRAND CHOIX.

Vous cherchez une voiture d'occasion, vous souhaitez une voiture adaptée à vos besoins, votre voiture sûre.

Chez votre Concessionnaire Talbot, vous trouverez un grand choix de modèles et de marques, sélectionnés, contrôlés, révisés, garantis.

DES 1307/1308 "ÉDITION SPECIALE"

Des 1307/1308 "Édition Spéciale" particulièrement attractives : peintures deux tons, 5 portes, peints en baguettes de protection latérales.

Des 1307/1308 "Édition Spéciale" avec Contrat Vérité Occasion Talbot.

Des 1307/1308 "Édition Spéciale" bénéficiant jusqu'au 2 février de 6 mois de crédit gratuit.

17 JANVIER AU 2 FÉVRIER 1980

AUTOMARCHE OCCASION TALBOT

ODOUL Garde-meubles

208 10-30

16 Rue de l'Atlas - PARIS XIX

THERMOIT - ISOLATION DE TOIT THERMIQUE

Nous cherchons pour la fabrication sous licence et distribution en France d'un système d'isolation thermique à polyuréthane breveté.

ENTREPRISE CAPABLE AVEC TRÈS BONNES RELATIONS ET SERVICE EXTÉRIEUR

à MEXIMPEX S.A. 23 avenue de la République 45, 93400 Villetaneuse, 93400 Villetaneuse.

Construction

Portes de séc

Renault 18

هكذا من الأصل

